



**ÉTATS
FINANCIERS**

31 mars 2011

**CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI
DE L'OUEST DE L'ÎLE**

**BOURASSA
BOYER inc.**

Société de comptables agréés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE** au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Bourassa Bourassa

1

Société de comptables agréés

Vaudreuil-Dorion, le 22 juin 2011

¹CA auditeur permis n° 12746

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2011

	2 0 1 1		2 0 1 0
PRODUITS			
Subventions et projets (note 3)	1 241 629	\$	1 167 292
Autres	2 320		8 620
Intérêts	1 776		588
	1 245 725		1 176 500
CHARGES			
Salaires et charges sociales	862 843		804 885
Projets spéciaux	141 367		143 280
Loyer	109 067		109 122
Frais de bureau	15 777		12 446
Informatique	12 964		30 810
Frais de déplacement et de représentation	12 111		13 581
Abonnements et cotisations	10 129		6 881
Formation et colloque	9 369		8 487
Télécommunications	8 934		9 728
Honoraires professionnels	7 743		6 508
Entretien et réparations	5 103		6 974
Électricité et chauffage	4 325		4 246
Assurances	3 265		2 856
Publicité	2 975		5 361
Location d'équipement	1 097		1 095
Aménagement des locaux	812		7 653
Frais bancaires	292		419
Frais de déménagement	—		1 735
Créances recouvrées	—		(5 345)
Amortissement des immobilisations	13 217		12 722
	1 221 390		1 183 444
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES			
PRODUITS SUR LES CHARGES	24 335	\$	(6 944)
			\$

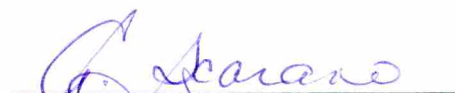
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
Exercice terminé le 31 mars 2011

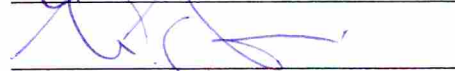
	Investis en immobilisations	Non grevés d'affectations	2 0 1 1	2 0 1 0
SOLDE AU DÉBUT	20 371 \$	71 961 \$	92 332 \$	99 276 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(12 974)	37 309	24 335	(6 944)
Acquisition d'immobilisations	7 109	(7 109)	—	—
SOLDE À LA FIN	14 506 \$	102 161 \$	116 667 \$	92 332 \$

BILAN
31 mars 2011

	2 0 1 1	2 0 1 0
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	193 149 \$	83 467 \$
Débiteurs (note 4)	62 046	67 043
Frais payés d'avance	3 741	31 064
	258 936	181 574
DÉPÔT	10 095	10 095
IMMOBILISATIONS (note 5)	15 477	21 585
	284 508 \$	213 254 \$
PASSIF		
COURT TERME		
Créditeurs (note 6)	90 545 \$	88 207 \$
Produits reportés (note 7)	76 325	31 501
	166 870	119 708
SUBVENTIONS REPORTÉES	971	1 214
	167 841	120 922
ACTIFS NETS		
Investis en immobilisations	14 506	20 371
Non grevés d'affectations	102 161	71 961
	116 667	92 332
	284 508 \$	213 254 \$

AU NOM DU CONSEIL

 , administrateur

 , administrateur

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars 2011

	2 0 1 1		2 0 1 0
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	24 335	\$	(6 944) \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations	13 217		12 722
Amortissement des subventions reportées	(243)		(303)
	37 309		5 475
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 8)	79 482		47 743
	116 791		53 218
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations	(7 109)		—
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	109 682		53 218
ENCAISSE AU DÉBUT	83 467		30 249
ENCAISSE À LA FIN	193 149	\$	83 467 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2011

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec) et est un organisme de bienfaisance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Son objectif est d'offrir un éventail de services en matière d'intégration socio-économique destinés aux jeunes adultes.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**Constatation des produits**

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes, périodes et taux suivants :

Mobilier et agencement	Dégressif	20 %
Équipement informatique	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	5 ans

Subventions reportées

Les subventions reportées relatives à des immobilisations sont amorties selon les méthodes de l'amortissement linéaire et dégressif à des taux ou périodes correspondants à celles des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

Instruments financiers

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur de chaque catégorie d'actifs et de passifs financiers :

Encaisse, débiteurs, dépôt et comptes fournisseurs

Ces actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur qui est la valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2011

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**Informations à fournir et présentation**

Les organismes sans but lucratif peuvent choisir d'adopter les chapitres 3862, *Instruments financiers - informations à fournir* et 3863, *Instruments financiers - présentation*, de sorte que ceux-ci s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008 ou de continuer à appliquer le chapitre 3861, *Instruments financiers - informations à fournir et présentation*. L'organisme a décidé d'appliquer le chapitre 3861.

3. SUBVENTIONS ET PROJETS

	2 0 1 1		2 0 1 0	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	794 044	\$	778 566	\$
RHDCC - Ateliers orientés vers le groupe (N° 7681778)	—		83 422	
RHDCC - Ateliers orientés vers le groupe (N° 9063611)	137 797		5 816	
Jeunes en action	105 606		108 675	
Entrepreneuriat jeunesse	50 979		49 980	
Mesure de formation MFOR	34 294		—	
Secrétariat à la jeunesse (IDEO 16-17)	30 600		30 000	
Québec Pluriel	25 955		43 457	
Ville de Montréal (Sécurité urbaine)	16 990		3 060	
Commission scolaire Lester B. Pearson	14 000		4 000	
Écoles et milieux en santé (Raccrochage)	8 409		8 409	
Projet « L'incubateur »	7 837		2 289	
Partenaires 16-24	6 200		6 200	
Équi T-É	5 000		—	
Emplois d'été Canada	3 015		—	
Projet « The Incubator »	660		15 355	
Amortissement des subventions reportées	243		303	
RHDCC - Plan Développement Communautaire (N° 7668684)	—		25 000	
Emplois d'été - Échanges étudiants	—		2 760	
	1 241 629	\$	1 167 292	\$

4. DÉBITEURS

Subventions	37 811	\$	56 044	\$
Taxes à la consommation	6 840		8 916	
Avances à un organisme sans but lucratif, sans intérêts	13 828		1 544	
Autres	3 567		539	
	62 046	\$	67 043	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2011

5. IMMOBILISATIONS			2 0 1 1		2 0 1 0	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette		
Mobilier et agencement	26 218 \$	17 978 \$	8 240 \$	10 300 \$		
Équipement informatique	106 641	99 404	7 237	11 285		
Améliorations locatives	1 341	1 341	—	—		
	134 200 \$	118 723 \$	15 477 \$	21 585 \$		

6. CRÉDITEURS

Fournisseurs et frais courus	13 502 \$	16 159 \$
Salaires et vacances	75 883	72 048
Retenues salariales	1 160	—
	90 545 \$	88 207 \$

7. PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés représentent des subventions reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

8. FLUX DE TRÉSORERIE

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	2 0 1 1	2 0 1 0
Débiteurs	4 997 \$	39 316 \$
Frais payés d'avance	27 323	(13 598)
Créditeurs	2 338	11 817
Produits reportés	44 824	10 208
	79 482 \$	47 743 \$

9. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'organisme est lié par un bail à long terme échéant en janvier 2014, représentant un engagement minimum futur de 332 512 \$, comprenant les versements suivants pour les trois prochains exercices :

2012	117 357 \$
2013	117 357 \$
2014	97 798 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2011

9. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (suite)

De plus, l'organisme loue un équipement en vertu d'un contrat de location-exploitation échéant en mars 2013, représentant un engagement futur de 2 202 \$, comprenant les versements suivants pour les deux prochains exercices :

2012	1 101	\$
2013	1 101	\$

10. INSTRUMENTS FINANCIERS**Risque de crédit**

L'organisme est exposé au risque de crédit sur les subventions à recevoir. Cependant, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont elle a la quasi-certitude de recevoir en se fondant sur la valeur de réalisation estimative.

Juste valeur

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur du dépôt est de 9 900 \$.

11. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL

Le capital de l'organisme est constitué des actifs nets. Les objectifs de l'organisme en ce qui a trait à la gestion de son capital consistent à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission. L'organisme gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière qu'il soit maintenu à un niveau satisfaisant.